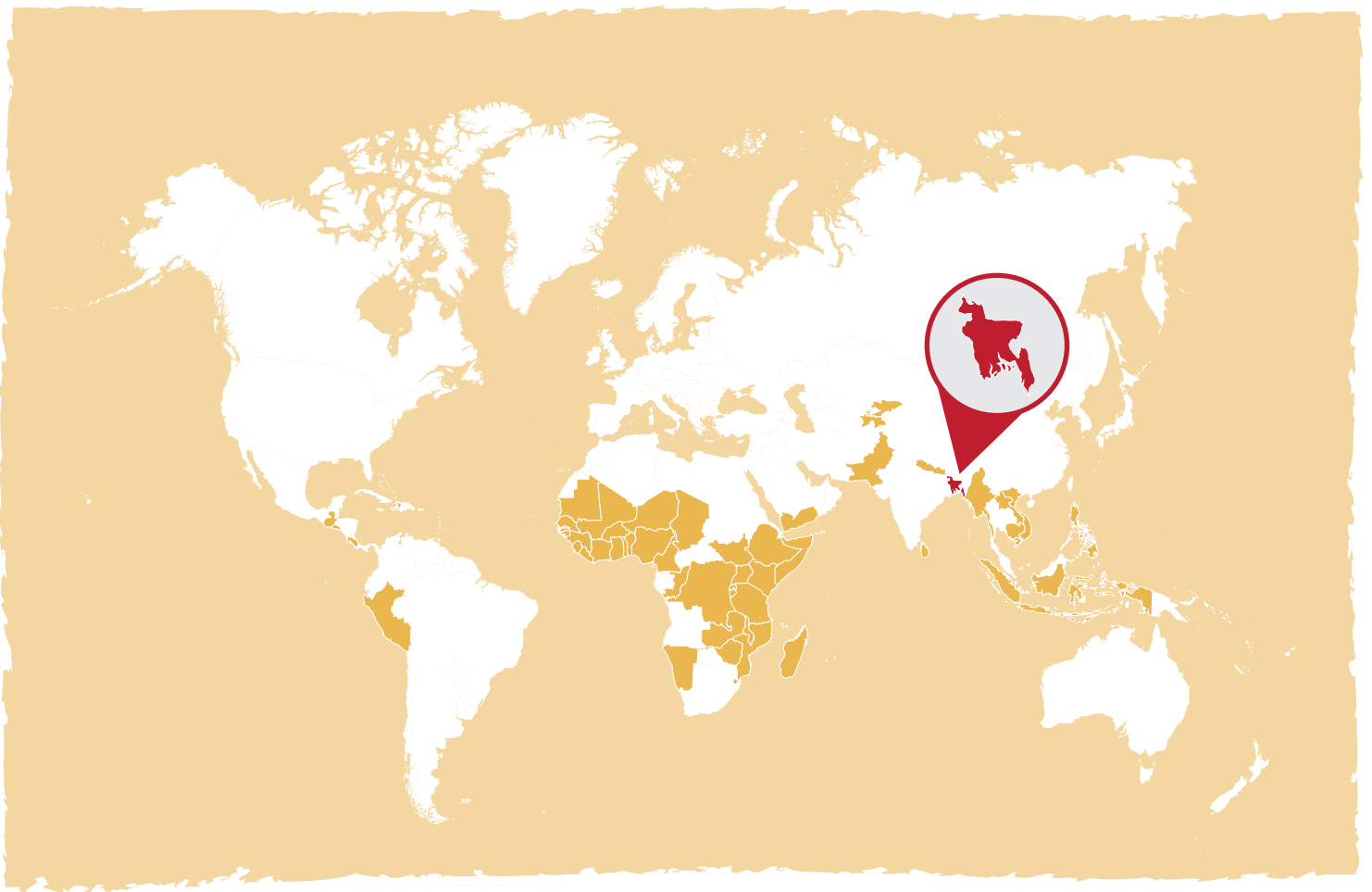


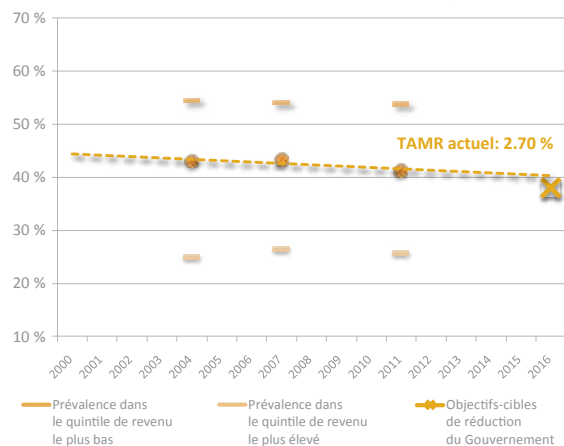
Bangladesh



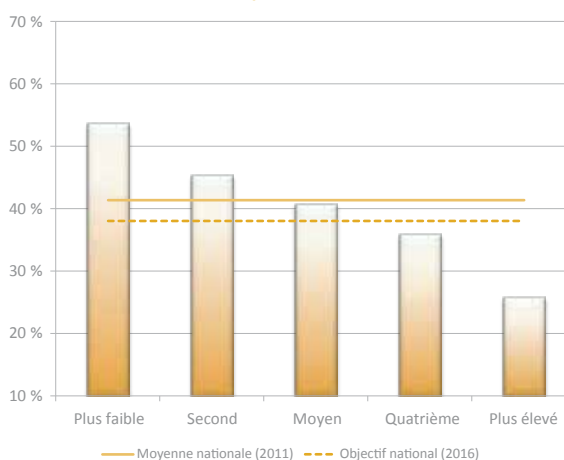
Date d'adhésion : septembre 2010

Données démographiques	
Population nationale (en millions en 2010)	151,1
Enfants de moins de 5 ans (en millions en 2010)	15,3
Adolescentes (15 à 19 ans) (en millions en 2010)	7,80
Nombre moyen de naissances (en millions en 2010)	3,20
Taux de croissance de la population (2010)	1,09 %
Indicateurs (EDS 2011) des Cibles de Nutrition de l'OMS	
Faible poids de naissance	21,6 %
Allaitement maternel exclusif entre 0 et 5 mois	64,1 %
Retard de croissance chez les moins de cinq ans	41,4 %
Émaciation chez les moins de cinq ans	15,7 %
Surpoids chez les moins de cinq ans	1,9 %
Couverture des facteurs relatifs à nutrition	
Pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants	
Régime alimentaire minimum acceptable entre 6 et 23 mois	20,9 %
Diversité minimale du régime alimentaire entre 6 et 23 mois	25,2 %
Interventions pour prévenir les carences en vitamine et minéraux	
Supplémentation en zinc contre la diarrhée (Enfants de moins de cinq ans)	49,1 %
Femmes enceintes ayant fait quatre ou plus de consultations prénatales	25,5 %
Supplémentation en vitamine A (6 à 59 mois)	99,0 %
Ménages consommant le sel adéquatement iodé	57,6 %
Responsabilisation de la femme	
Alphabétisation des femmes	62,9 %
Taux d'emploi féminin	54,2 %
Âge médian au premier mariage	15,8
Accès au personnel qualifié pour l'accouchement	32,0 %
Femmes ayant eu un enfant avant l'âge de 18 ans	30,2 %
Taux de fécondité	2,4
Autres indicateurs pertinents de nutrition	
Taux d'urbanisation	27,44 %
Part de revenu détenue par les 20 % de la tranche la plus inférieure	8,88 %
Calories par habitant par jour (kcal / habitant / jour)	2.402,9
Énergie provenant d'aliments autres que les aliments de première nécessité	16,99 %
Disponibilité du fer de source animale (mg / habitant / jour)	0,9
Accès aux infrastructures sanitaires améliorées	36,6 %
Défécation en plein air	4,2 %
Accès aux sources améliorées d'eau potable	98,5 %
Accès au branchement d'eau courante domestique	5,6 %
Eau de surface comme source d'eau de boisson	1,2 %
PIB par habitant (\$ US courants, 2013)	829,00
Exportations de produits agricoles par habitant (\$ US courants, 2012)	0,03
Importations de produits agricoles par habitant (\$ US courants, 2012)	0,19

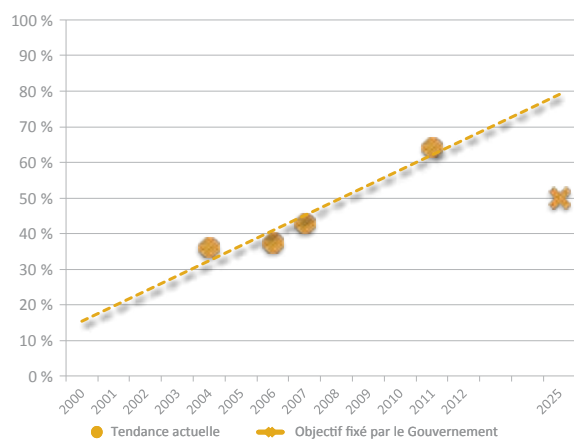
Tendance relative au retard de croissance et objectifs-cibles



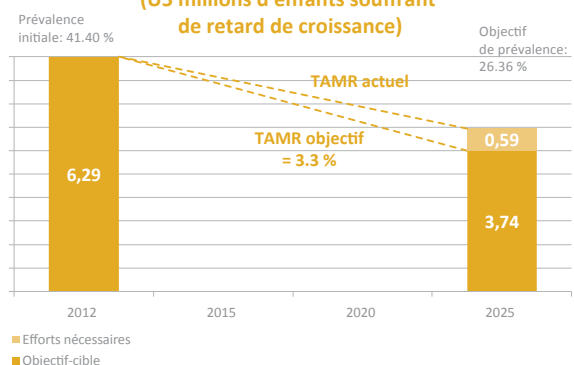
Répartition du retard de croissance dans tous les quintiles de richesse



Tendance relative au taux d'allaitement maternel exclusif



Objectif-cible de réduction du retard de croissance (U5 millions d'enfants souffrant de retard de croissance)



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Créée en décembre 2011, le Comité directeur pour la mise en œuvre de la nutrition présidé par le secrétaire du ministère de la Santé et de la Famille (MOHFW) organise régulièrement des réunions avec les 28 représentants de 13 ministères et 10 départements, des donateurs, des agences des Nations Unies, des universités ainsi que du Groupe de travail sur la nutrition (GTN). Un comité de pilotage multisectoriel organisé par le ministère de l'Alimentation regroupe également 13 ministères chargés du suivi de la mise en œuvre du Plan d'action national sur les politiques alimentaires (2008 - 2015) et du Plan d'investissement du pays (2011 - 2015). Les organisations de la société civile, les ONG et le secteur privé participent également activement aux côtés du Gouvernement à travers différentes plates-formes comme le Groupe de travail sur la nutrition et le Réseau de la société civile.

La nutrition a été déclarée comme l'élément central du programme national de développement par l'honorable premier ministre. Afin d'assurer le dynamisme d'une approche multisectorielle dans la prestation des services liés à la nutrition, le Conseil national de la nutrition du Bangladesh (BNNC) va être redynamisé et sera présidé par l'honorable premier ministre. En 2014, les agences des Nations Unies dans le partenariat REACH (FIDA, FAO, UNICEF, PAM, OMS) se sont mises d'accord sur un « discours commun sur la sous-nutrition » afin de renforcer leur cohérence, comme une priorité de développement, et de définir comment ils vont appuyer les efforts que le Gouvernement et les citoyens déploient pour renforcer la nutrition à travers des approches multisectorielles.

Plus tard, ce document a été approuvé par 5 partenaires de développement (Canada, Royaume-Uni, UE, USAID, Banque mondiale) et d'autres. Un programme pilote visant à catalyser les plates-formes multisectorielles de renforcement de la nutrition est en cours au niveau infranational, et se concentre sur un district.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le Bangladesh a commencé à élaborer un cadre commun de résultats (CRF) avec la participation de toutes les parties prenantes et sur la base des cadres existants dans les secteurs clés, notamment : le Plan national d'action pour la nutrition (1997) ; le sixième plan quinquennal national ; Vision 2021 ; le plan d'investissement 2011 du pays pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition ; le projet de politique nationale sur la nutrition de l'année 2014 ; d'autres politiques sectorielles pertinentes. Toutes les parties prenantes gouvernementales et non gouvernementales mettent en œuvre leurs programmes en conformité avec les politiques et programmes nationaux.

Les services nationaux de nutrition, dans le cadre du MOHFW, offrent un ensemble complet de services de nutrition aux communautés, y compris le soutien pour l'Alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE), la diversification, la supplémentation et l'enrichissement alimentaires, ainsi que la prise en charge de la malnutrition aiguë tant au niveau des installations sanitaires que des communautés.

Toutes les initiatives gouvernementales, y compris dans le domaine de l'éducation, de la responsabilisation des femmes et des programmes de filet de sécurité s'orientent vers l'adoption d'une approche contribuant davantage à la nutrition. Les ONG et la société civile se concentrent également sur des activités contribuant à la nutrition.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Le Bangladesh a révisé sa politique nationale d'alimentation et de nutrition (1997) et a rédigé la Politique Nationale de Nutrition 2012 (NNP) qui met l'accent sur les interventions contribuant à la nutrition et à celles qui sont spécifiques à la nutrition. Grâce à son site Internet, le ministère de la Santé et de la Famille a diffusé la politique nationale de nutrition auprès du public et des principales parties prenantes de la nutrition afin d'intégrer leurs commentaires d'ici la mi-2014. Elle est actuellement en voie d'être présentée pour approbation finale par le Gouvernement.

Le plan d'action national pour l'alimentation, sur lequel le ministère de l'Alimentation travaille depuis 2006, a été développé grâce à une approche multisectorielle et il a été finalisé. Il décrit les interventions spécifiques à la nutrition et celles qui y contribuent dans les domaines de l'alimentation, de l'agriculture et de la santé.

La législation nationale du Bangladesh comprend des lois sur la sécurité alimentaire, l'enrichissement des aliments et les congés de maternité allant jusqu'à 6 mois ainsi que la Loi sur les substituts du lait maternel (SLM) de 2013, qui ont toutes été largement diffusées. Un plan national opérationnel sur les services de la nutrition a été adopté et incorporé dans le programme global de développement 2011 - 2016 des secteurs de la santé, de la population et de la nutrition du ministère de la Santé. Le cadre des 1000 premiers jours de vie est désormais largement intégré dans les programmes sectoriels de la santé, de la population et de la nutrition du Bangladesh.

Suivre le financement et mobiliser les ressources

Le Bangladesh mobilise les finances nationales et internationales pour soutenir les initiatives nationales visant à améliorer la nutrition. Les fonds provenant de partenaires gouvernementaux et de développement ont été affectés à travers le Programme annuel de développement du Gouvernement, formulé par le ministère de la Planification et tous les ministères et départements techniques. Des fonds ont également été acheminés par les partenaires de développement à des organisations non-gouvernementales.

Les ministères de la Santé et de l'Alimentation disposent de solides mécanismes de suivi des dépenses, en particulier pour le programme phare de la nutrition, les services nationaux de nutrition (NNS) du MOHFW et le plan d'investissement du pays (CIP) pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition.

Progrès réalisés dans les quatre processus SUN Bangladesh

Notation des marqueurs de progrès 2012¹ et 2014²

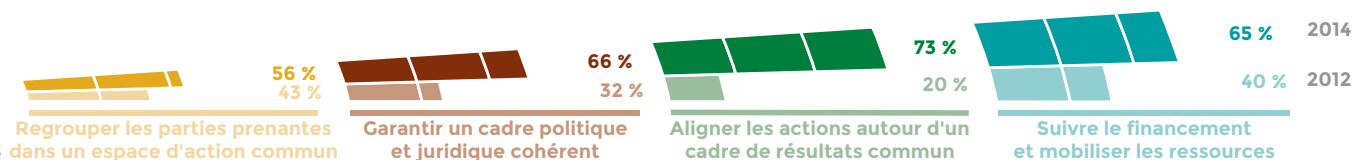
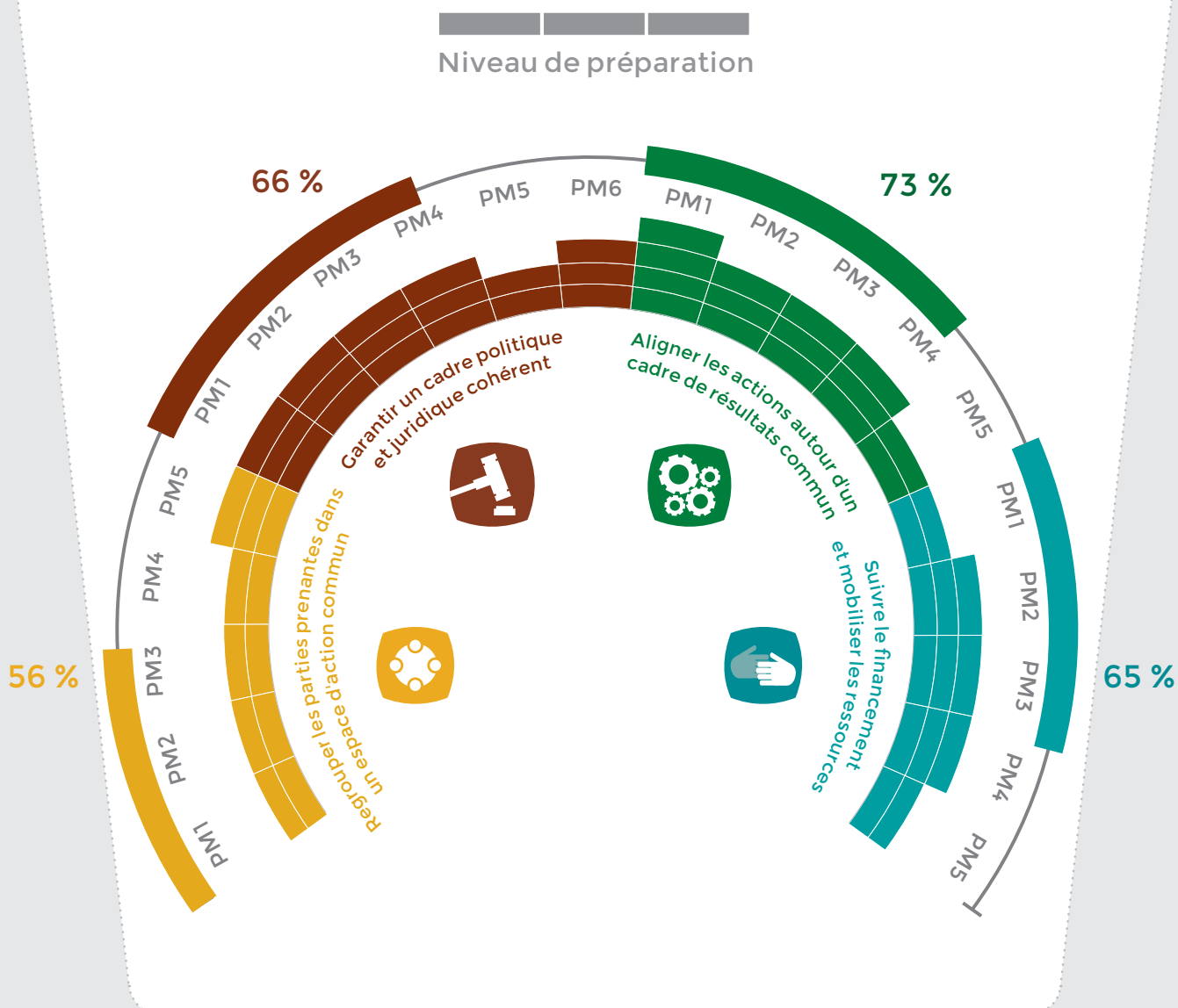


Tableau de bord des marqueurs de progrès 2014



¹Évaluation externe par le Secrétariat du Mouvement SUN
²Évaluation interne par un exercice national d'auto-évaluation